

Car, depuis une dizaine d'années, la machine est grippée et le libre-échange connaît ses premiers reculs. Lors de son précédent mandat, M. Trump a retiré les États-Unis du partenariat transpacifique, en négociation avec une quinzaine de pays. Il a renoncé au traité transatlantique, qui devait créer un marché commun avec l'Union européenne. Il a renégocié l'Aléna et haussé les droits de douane sur l'aluminium et l'acier, imposant également de nouvelles taxes à la Chine. Son successeur démocrate, M. Joseph Biden, n'est pas revenu sur ces mesures. Il s'est converti à un protectionnisme complexé, sans toucher aux tarifs douaniers, mais par le biais de subventions ciblées à certains secteurs (les énergies vertes, les semi-conducteurs...). Si même le Parti démocrate, celui de M. William Clinton (*« La mondialisation n'est pas quelque chose que nous pouvons arrêter. C'est l'équivalent économique d'une force de la nature, comme le vent ou l'eau »*) et de M. Barack Obama (*« Le libre-échange est bon pour les États-Unis »*), s'y met...

Plusieurs événements ont craquelé le vernis de la mondialisation néolibérale, obligeant les partis politiques à changer de pied. Ses promesses de prospérité se sont envolées avec la crise de 2008, qui a mis en lumière les ravages de la dérégulation. En accélérant la désindustrialisation, la débâcle financière a plongé durablement des régions entières dans la misère sociale, tandis que les Bourses retrouvaient rapidement des couleurs. Depuis l'entrée en vigueur de l'Aléna, plus de 90 000 usines ont disparu aux États-Unis, soit presque huit par jour. Aujourd'hui, le pays abrite un nombre record de milliardaires, 870, mais 63 % de la population ne dispose pas d'une épargne suffisante pour affronter une dépense imprévue de 500 dollars (9). Ravagés par le chômage, les anciens bassins industriels connaissent une baisse de l'espérance de vie, notamment alimentée par une épidémie d'opioïdes qui faisait 36 000 morts en 2008, et 107 000 en 2023. Qui défendrait le libre-échange dans l'Ohio ou le Michigan ?

La crise climatique a quant à elle rendu manifestes les dommages environnementaux du système commercial international. Difficile désormais de cautionner les crevettes pêchées et précuites en mer du Nord, envoyées par camions au Maroc pour être décortiquées, puis réexpédiées aux Pays-Bas pour l'emballage, avant d'être vendues en Allemagne — treize jours du filet au supermarché, 6 500 kilomètres parcourus. Ou les voitures montées en Allemagne, avec des châssis de Pologne, des airbags du Japon, des sièges de Tunisie, des puces électroniques taïwanaises. Un simple jean peut faire le tour de la planète avant de se retrouver dans une penderie française : le coton récolté aux États-Unis part en Inde pour être filé et tissé, puis direction la Chine pour être cousu en pantalon, avec une teinture du Brésil et des boutons en métal de Namibie, avant de voguer vers l'Europe par porte-conteneurs

Absurde sur le plan écologique, cette chaîne d'approvisionnement expose en outre à des fragilités que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont révélées. Face à l'urgence sanitaire, les pays occidentaux, totalement dépendants de leurs importations, se sont montrés incapables de produire des masques, des blouses, des respirateurs, des médicaments. En paralysant deux grands exportateurs de matières premières agricoles, l'invasion russe a déstabilisé les marchés mondiaux, générant inflation et pénuries, notamment en Afrique et au Proche-Orient. Le principe de « souveraineté » (sanitaire, alimentaire, stratégique, énergétique...) est revenu au goût du jour.